



FOUINEUR LIBRE

Journal du Comité BAILS

Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve

DÉVELOPPEMENT DU SITE DU 2100 JEANNE-D'ARC

Durant l'été le projet de logement social sur l'entrepôt situé au 2100 rue Jeanne-D'Arc a finalement débloqué. SAMCON, le groupe de ressources techniques Bâtir son quartier ainsi que le propriétaire du site se sont entendus. Cette entente devait ouvrir la porte à la construction de près de 110 logements sociaux (et un peu plus de condos). Le Comité BAILS approuvait le projet car une partie significative, près de 40 % à 50 %, du site était réservée au logement social.

Les étapes de constitution de la coopérative qui devait se construire sur le site ont déboulé rapidement. La coopérative comptera une quarantaine de logements et portera le nom de Coopérative d'habitation Station no. 1, rappelant ainsi l'ancienne fonction de poste électrique de cet édifice. Un organisme à but non lucratif (OBNL) pour personnes âgées en légère perte d'autonomie (papa), administré par la Maison des Aînés d'Hochelaga-Maisonneuve, devrait aussi être construit pour environ 70 autres logements.

Nous étions confiantEs que les immeubles seraient construits au plus tard en juillet 2009, toutefois, au moment d'écrire ces lignes, le Service de l'habitation de la Ville de Montréal refusait d'approuver la

construction pour personnes âgées, mettant ainsi en péril l'ensemble du projet. Nous avons en conséquence envoyé une lettre au responsable de l'habitation au comité exécutif de la ville de Montréal, M. Cosmo Maciocia lui demandant de reconsidérer la décision des fonctionnaires.

Qui plus est, ces deux projets sont non seulement nécessaires mais indispensables pour le quartier. Plus de 500 ménages sont inscrits comme demandeurs de logement coopératif auprès du Comité BAILS. Une coopérative de 40 unités s'avère ainsi essentielle. Aussi, de plus en plus de personnes âgées nous contactent parce qu'elles éprouvent des problèmes de logement. L'actuelle Maison des Aînés ne peut répondre à leur besoin et c'est pourquoi 70 nouveaux logements pour ces personnes sont nécessaires à notre quartier.

Nous allons suivre ce dossier qui nous tient à coeur. Il faut toutefois affirmer que le problème principal demeure le manque d'investissement du Gouvernement du Québec qui contribue à nuire à ce projet de logement social en ne donnant que 800 unités de logement à Montréal pour les deux prochaines années.

POUR UN VRAI MORATOIRE

Vous avez sans doute lu dans une édition précédente du Flambeau de l'Est un avis public demandant la conversion en copropriété divise (condo) d'un immeuble locatif situé aux 2043 à 2047, rue Cuvillier. Le Comité BAILS s'oppose toujours à ce que des logements locatifs soient convertis en condos. Non seulement parce qu'il existe un moratoire sur l'Île de Montréal, mais aussi parce que nous croyons que le parc de logement locatif doit compter beaucoup de logement afin de satisfaire les besoins des locataires. Nous avons fait également valoir, il y a plus d'un an, que plusieurs dérogations à l'interdiction de conversion en copropriétés divisées ont été acceptées même si des doutes importants sur la légalité de celles-ci avaient été soulevés. Malheureusement, rien de concret n'a encore été fait jusqu'à présent dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Nous avons invité les élu-e-s de l'arrondissement à prendre exemple sur leurs collègues du Plateau-Mont-Royal, mais à peu près rien n'a été accompli. Nous continuons par contre à suivre le dossier.

COURRIER DES MEMBRES...

Dans les prochaines éditions...le courrier des membres !

Vous avez des questions ? Vous avez des commentaires ? Vous voulez répondre à d'autres questions ? N'hésitez pas à faire parvenir votre réponse, votre commentaire ou votre question et elle sera diffusée dans la prochaine parution du journal.

Vous pouvez envoyer votre lettre à bails@bellnet.ca ou au 1455 av. Bennett, Montréal (Québec) H1V 2S5.

Vous avez une adresse de courrier électronique ?

Abonnez-vous à la liste de diffusion du Comité BAILS !

Envoyez un courriel à :
bails@bellnet.ca

Le Fouineur libre est le journal du Comité BAILS d'Hochelaga-Maisonneuve. Il est rédigé par et pour les membres du Comité BAILS.

Le Comité de Base pour l'Action et l'Information sur le Logement Social d'Hochelaga-Maisonneuve est un organisme sans but lucratif voué à la promotion du logement social. Nous sommes notamment membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), du Conseil pour le développement local et communautaire (CDLC) d'Hochelaga-Maisonneuve, de la Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire (TROVEP) de Montréal et du groupe de ressources techniques (GRT) Bâtir son quartier.

Ont contribué à la rédaction, la correction, la mise en page ou l'envoi postal de ce numéro: Benoît Lacoursière, Jonathan Aspireault-Massé, Jasmine Samson, Denis Arsenault, Jacques Gauthier, Louis Galarneau, François Brosseau et Lise Rozon.

Toute reproduction est encouragée, à condition d'en mentionner la source.

Le comité BAILS est principalement financé par le SACAIS.

COLLOQUE TRIENNAL DU MÉPACQ

Du 7 au 9 novembre dernier se tenait le colloque du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), dont le Comité BAILS est membre via la Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire (TROVEP) de Montréal. Le MÉPACQ est le regroupement national de plusieurs organismes d'éducation populaire et de défense des droits. Ce colloque, qui a lieu une fois par trois années, se tenait à St-Hyacinthe sous le thème du « Grand cirque de la mondialisation néolibérale ». Trois thèmes retenaient notre attention, à savoir la lutte contre la pauvreté, l'environnement et la démocratie. Nous étions convié-e-s à faire des liens sur ces trois thèmes, à savoir comment la mondialisation capitaliste crée la pauvreté, détruit l'environnement et mine la démocratie.

Lors de la première soirée, nous avons eu droit à un spectacle du groupe d'humoristes engagés Les Zapartistes qui ont critiqué, à leur manière, le néolibéralisme en plus de faire une revue de l'actualité des dernières semaines. Ce spectacle a été suivi d'une conférence de Louise Vandelac, professeure à l'UQAM. Cette conférence a été très instructive et alarmante. La situation environnementale de la planète met en danger l'espèce humaine. Si nous ne changeons pas nos modes de vie et de production, la catastrophe nous attend d'ici moins de 25 ans.

La journée du jeudi a d'abord été consacrée à une conférence d'ouverture où trois panélistes nous ont entretenu des trois facettes d'un même désastre : la mondialisation néolibérale. Lucie Lamarche, professeure de droit, nous a parlé de la pauvreté, ou plus précisément de l'absence des pauvres dans le discours sur la pauvreté. Claude Vaillancourt d'ATTAC-Québec a discuté des attaques à la démocratie depuis le 11 septembre 2001. Finalement, un professeur en biologie à l'Université Laval a démontré comment le libre-échange contribue à la destruction de l'environnement. Nous avons également assisté à la

diffusion du film *L'île aux fleurs*.

Le cœur de la journée de jeudi a tourné autour d'onze ateliers portant sur les différents sujets d'actualité. Soulignons l'atelier "Big Brother vous surveille !" où un intervenant de la ligue des droits et libertés nous a entretenu des différentes entorses commises aux libertés et à la protection des renseignements personnels. J'ai aussi participé à l'atelier sur les nouveaux/nouvelles pauvres : les travailleurs et les travailleuses. Yannick Noiseux, étudiant au doctorat à l'UQAM nous a parlé des ententes internationales sur le commerce qui contribuent à détruire la protection des salarié-e-s, surtout les plus précaires. Les ententes internationales sur les droits des travailleurs et des travailleuses ne sont pas appliquées. En soirée, les personnes présentes ont pu assister à la projection d'un film sur la rivière Yamaska, dont l'état est critique, cette rivière étant polluée par l'agriculture.

L'avant-midi de vendredi a été principalement consacrée à une conférence du politologue et économiste Ricardo Petrella. Cette conférence a été très encourageante et nous ouvre sur une critique radicale et pertinente du système capitaliste. Le capitalisme ne peut vivre s'il ne crée pas de pauvreté, ne détruit pas l'environnement et ne mine pas nos droits démocratiques. Si l'on veut lutter contre l'appauvrissement, pour l'environnement et pour la démocratie, nous devons éradiquer le capitalisme. M. Petrella nous invite à réaffirmer le droit à la vie sous toutes ses formes, ce qui inclut le droit à l'eau, à la nourriture, à la santé, à l'éducation et au logement. Nous devons aussi lutter pour le droit à la vie de la planète et de la nature. Finalement, nous devons affirmer le pouvoir politique comme pouvoir public qui ne peut être privatisé et relégué aux sphères de la consommation et de l'entreprise privée. M. Petrella déclare que notre travail d'éducation populaire et de luttes sociales est essentiel, mais tôt ou tard, nous devons le dépasser...



L'ONU CRITIQUE ENCORE LE CANADA

Entre le 9 et le 22 octobre dernier, le rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies pour le logement, monsieur Miloon Kothari a visité plusieurs villes et villages du Canada afin de vérifier la réalisation du droit au logement adéquat par notre pays. Comme on pouvait s'y attendre, M. Kothari confirme le jugement porté sur le Canada par le comité sur les droits sociaux, économiques et culturels de l'ONU à savoir qu'il s'agit d'une urgence nationale : « tout ce dont j'ai été témoin durant ma mission confirme l'impact profond et dévastateur de cette crise nationale sur la vie des femmes, des jeunes, des enfants et des hommes »(1) . Déjà, l'an passé, le comité de l'ONU blâmait sévèrement le Canada, et le Québec, pour le non-respect des droits sociaux, économiques et culturels(2).

Miloon Kothari a donc visité quelques villes canadiennes, et plus particulièrement le territoire de Kahnawake et Montréal pour le Québec. Il a pu rencontrer des dirigeantEs politiques, des représentantEs d'organismes publics, de groupes communautaires, mais aussi des locataires, des mal-logéEs et des sans-logis. Près d'une centaine de personnes, dont quelques membres du Comité BAILS, ont assisté-e-s à une

assemblée publique, le 10 octobre dernier, organisée conjointement par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le

Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) et du Réseau solidarité itinérance du Québec (RSIQ). M. Kothari a pu alors entendre les représentations des groupes organisateurs et de la population.



Plusieurs dizaines de personnes ont assisté à la conférence.



Miloon Kothari

Monsieur Kothari a également visité d'autres grandes villes canadiennes telles que Vancouver, Edmonton, Toronto et Ottawa. Ses observations préliminaires sont dévastatrices. Il met en demeure le Gouvernement du Canada, les provinces et les villes de prendre les mesures nécessaires pour se conformer aux conclusions du Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU. L'une des manières de le faire est de financer la construction abondante de logements sociaux d'un océan à l'autre. Le gouvernement fédéral doit financer et coordonner les initiatives pancanadiennes.

Le rapporteur spécial de l'ONU précise, en ce qui concerne le logement social, seulement un pour cent (1 %) des 250 000 logements construits depuis deux ans sont réellement abordables et que depuis le retrait du gouvernement fédéral du financement du logement social, le Canada se situe derrière la plupart des pays développés pour ses investissements dans le logement social.

Qui plus est, M. Kothari invite le gouvernement fédéral à continuer d'aider les ménages locataires des coopératives et OBNL d'habitation qui sont sous sa juridiction, une revendication du FRAPRU.

Le rapporteur spécial demande aussi aux provinces de mettre en place un cadre de protection juridique plus développé pour les locataires de même qu'un meilleur contrôle des loyers.

Aux municipalités, M. Kothari demande de revoir les plans d'urbanisme et les zones afin d'éliminer les barrières au développement de « vrais logements abordables » et devraient exiger une part appropriée de logements sociaux dans tous les

nouveaux développements.

Finalement, la crise du logement au Canada ne pourra être réglée sans une réelle stratégie de réduction de la pauvreté. Il invite d'ailleurs les gouvernements à financer à long terme, les groupes communautaires et sans but lucratif.

Le rapporteur porte une attention particulière à la situation des femmes (voir encadré) et à celle des autochtones. Les gouvernements font preuve de paternalisme à l'endroit des Amérindiens et ces politiques compromettent leur droit à l'autodétermination. Ces personnes vivent de mauvaises conditions de logement, à l'intérieur comme à l'extérieur des réserves. Certains logements sont surpeuplés et certains n'ont pas accès à l'eau et aux égouts. Les femmes autochtones sont les plus durement touchées, particuliè-

rement par la violence domestique. Une stratégie nationale spécifique est nécessaire à ses yeux pour les communautés autochtones et que les logements et services qui leur sont destinés soient sous leur contrôle.

Ce ne sont là que quelques-unes des recommandations présentées par Miloon Kothari dans un rapport préliminaire d'une quinzaine de pages. Son rapport officiel devrait être rendu public dans quelques mois. Il s'agit d'un dossier à suivre, mais ses observations, en plus de refléter la réalité, nous donnent des arguments dans notre lutte.

(1) Traduction libre de l'anglais basée sur les Preliminary observations of the Special Rapporteur, disponibles sur le site internet du FRAPRU à www.frapru.qc.ca. L'ensemble du texte est essentiellement basé sur ce document.

(2) Plus d'informations sur le site web de la Ligue des droits et libertés à www.liguedesdroits.ca

LE LOGEMENT INADÉQUAT ET L'ITINÉRANCE AFFECTENT DUREMENT LES FEMMES

conclusions sont toutes aussi graves. Les études, dit-il, démontrent clairement que les femmes, particulièrement les mères monoparentales, sont affectées de manière disproportionnée quant à l'abordabilité des logements et la discrimination. Il affirme même, sur la question de la violence conjugale, que le manque de logement abordable et d'hébergement temporaire, les prestations d'aide sociale trop faibles, de même que le peu de services, poussent les femmes à demeurer avec un partenaire violent ou à retourner vivre avec un tel partenaire, afin d'éviter l'itinérance. Le rapport dénonce également les coupures dans les budgets de Condition féminine Canada. Selon M. Kothari, cela pourrait entrer en contradiction avec les obligations légales du Canada en ce qui concerne le pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels. Le rapporteur précise quatre recommandations :

- Des mesures pour combler les besoins des femmes à court et à long terme.
- Les législations contre la violence à l'endroit des femmes devraient inclure un accès à du logement permanent.
- Les politiques mises en place doivent être adéquatement financées et par tous les niveaux de gouvernements.
- Les femmes, et les groupes de femmes, doivent être impliquées dans la création, le financement et la mise en place des différents programmes, c'est la meilleure manière de s'assurer qu'ils respectent leurs objectifs.

Monsieur Kothari a également fait quelques recommandations quant à la situation des femmes par rapport au logement. Ses

10 ans après le premier commando-bouffe,

N A ENCORE FAIM !



COMMANDO-BOUFFE

Mardi le 4 décembre 2007 à 11h30
au 1710, rue Beaudry (Métro Beaudry)

Comité des Sans Emploi Montréal-Centre
courriel: cse.mtl.centre@gmail.com, Téléavertiseur 514-306-7094

Manifestation d'appui à un Commando-Bouffe

morale à l'effet qu'il faut créer la richesse avant de la répartir et qu'on ne travaille pas assez... Mais depuis 10 ans, la richesse a considérablement augmenté. Les politiciens se gargarisent de la bonne santé de l'économie. Mais qui en profite ? Monsieur et Madame tout le monde ou le club des profiteur\$ comme ce cher Micheal Sabia, qui accumule des dizaines de million\$ comme pdg de Bell Canada ?

La messe annuelle des guignolées se poursuit. Le problème n'est pas l'absence de guignolée les 11 autres mois mais bien que les riches s'enrichissent sur le dos des pauvres, de plus en plus et de plus en plus vite !

C'est donc une invitation à une manifestation de solidarité en appui à une action d'éclat contre la misère et la pauvreté, mardi, le 4 décembre.

COMMANDO-BOUFFE

Dix ans après le commando-bouffe au chic restaurant Le Montréalais du chic Hôtel Queen-Elizabeth, une manifestation est de nouveau organisée afin de dénoncer la pauvreté grandissante d'une majorité de la population !

En décembre 1997, plus de 800 000 personnes survivaient de l'aide sociale. Les banques alimentaires étaient pleines. Pour dénoncer cette situation et dégonfler l'opération bonne conscience des guignolées du temps des fêtes, nous avons organisé une manifestation et une action de réappropriation d'une partie de cette richesse, c'est-à-dire le buffet du célèbre restaurant... L'événement a fait bien des vagues !

Dix ans plus tard, y a pas de quoi fêter. La situation est pire ! Le prix des loyers a dramatiquement augmenté et les banques alimentaires n'ont jamais distribué autant de paniers de nourriture. Le fossé est titanesque entre les conditions de vie des pauvres et de la classe moyenne d'un côté, et de l'autre, les riches et les hyper-riches. Aujourd'hui, il y a un peu plus de 400 000 personnes qui survivent de l'aide sociale. Le problème, c'est que ceux et celles qui travaillent maintenant sont plus pauvres qu'en 1997 !!! Les élites nous font la

UN MUR DE FER

François Brosseau et Louis Galarneau

Nous allons vous parler d'un film-documentaire de Mohammed Alatar : "Le mur de fer". Ce film raconte la construction du mur d'Apartheid tout autour de La Cisjordanie. Comme vous le savez sans doute, l'État d'Israël a été fondé en 1948. Depuis ce temps, l'État sioniste d'Israël confisque les terres palestiniennes en déportant, tuant les Palestiniens, de plus en plus depuis 1948, l'année de la Naqba (le grand malheur) des Palestiniens qui ont été chassés de leur terre par l'armée sioniste. Malheureusement, ce n'était que le début de la dépossession des terres palestiniennes par l'État sioniste et, la situation des Palestinien-n-es ne fait que se dégrader et empirer de jour en jour. Après la guerre des six jours en 1967, la Palestine était réduite à la portion congrue de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. Mais, depuis ce temps, la situation a empiré de plus en plus pour les Palestiniens. Les exactions de l'armée sioniste d'Israël sont de plus en plus fréquentes avec démolitions des maisons, des oliveraies, spoliations des terres palestiniennes et des "checkpoints" aux entrées de la bande de Gaza et dans les villes et villages

de la Cisjordanie. Pour être franc, ce qui reste des territoires palestiniens sont des prisons à ciel ouvert, contrôlées par l'armée sioniste d'Israël. Il y a également des tueries orchestrées par l'armée israélienne.

Si, je vous raconte tout cela, c'est pour vous mettre dans le contexte historique de la lutte résistante des palestiniens qui refusent de disparaître, malgré l'oppression constante de l'État sioniste. Depuis quelques années, Israël construit un mur tout autour de la Cisjordanie en empiétant toujours davantage dans les terres palestiniennes, ce qui réduit la Palestine en Bantoustans. Ce film raconte tout cela et bien davantage. Pensez-y deux minutes, c'est des murs hauts, à certains endroits, de plus de vingt (20) mètres, avec miradors, tours de contrôles, détecteurs de mouvements, checkpoints, etc. Imaginez la vie des Palestinien-ne-s dans ces conditions et vous comprendrez la pertinence et l'urgence de voir un tel documentaire.

GRÈVE À LA STM...

Mardi le 13 novembre les syndiqué-e-s de la STM votaient pour le déclenchement d'une grève illimitée. Bien évidemment, la clause salariale pose problème, les syndiqué-e-s exigent 3% par année à compter de 2007 alors que la direction propose 2% par année pour 4 ans avec un gel pour 2007.

Gel des salaires ??? Ben voyons... ça fait plus de 10 ans que la CAM ne cesse d'augmenter. En 1998 elle était à 45\$ aujourd'hui 65\$, une augmentation totale de 70% en moins de 10 ans, plus de deux fois plus que le taux annuel d'inflation. Où va tout cet argent ?

Que ce soit les travailleurs et les travailleuses, les assisté-e-s sociaux, les chômeurs et les chômeuses et les étudiants et les étudiantes, tous et

toutes sommes victimes de l'administration de la STM et des politiques de retrait de Québec.

Nous croyons que la cause des travailleurs et des travailleuses n'est pas contraire à notre revendication de la gratuité du transport en commun. Ce n'est pas à nous, ni aux syndiqué-e-s de la STM de faire de la gestion de coupures. Nous sommes solidaires de nos camarades de la STM et nous revendiquons toujours la gratuité du transport.

Parce que le transport en commun est un droit et non un privilège ! Parce que le transport en commun a besoin d'employé-e-s bien payés et ayant de bonnes conditions ! Le comité BAILS apporte son soutien aux travailleurs et aux travailleuses.

DES NOUVELLES DE LA FRANCE

Par notre envoyé spécial, Jonathan Aspireault-Massé

Les problèmes de logement ne sont pas propres au Québec, partout autour de la planète ils se font de plus en plus criant. La France n'échappe pas à cette triste réalité. Là, en plus du coût des loyers incroyablement élevés, les locataires les plus démunis sont souvent pris avec de nombreux autres problèmes, discrimination, insalubrité, etc. Par rapport aux logements sociaux, la situation n'est guère mieux qu'ici. Bien qu'il y ait en France proportionnellement beaucoup plus de logements



sociaux qu'au Québec. Ceux-ci sont souvent regroupés de façon à en faire d'immenses ghettos appelés «cités».

Depuis quelques années le gouvernement a mis de l'avant de nouvelles mesures pour loger les personnes ayant des problèmes de logement, on les place dans des hôtels! C'est ainsi que des familles entières (la plupart du temps des immigrant-e-s) sont parkées dans des chambres d'hôtels hors de prix. Ces familles, doivent verser l'ensemble de leur revenu pour financer leur chambre, elles ne peuvent que garder une minuscule somme de 16 euros par adulte par jour et 8 euros pour les enfants. La différence entre leur



versement et le coût de la chambre est assuré par le gouvernement. Les problèmes sont nombreux, promiscuité, surpopulation, insalubrité et surtout insécurité. Depuis quelques années, plusieurs incendies se sont déclarés dans ces immeubles, jettant à la rue ces familles lorsqu'elles ne sont tout simplement pas décimées par la mort.

Épisodiquement ces familles crient leur ras-le-bol et décident de sortir organiser un campement pour revendiquer de meilleures conditions. Depuis le début octobre, des familles ont donc entrepris d'organiser un campement dans le 19e arrondissement de Paris. Les policiers ont vite réagi les empêchant de s'établir, alors les familles revendicatrices ont décidé de prendre d'assaut le 2e arrondissement (en plein coeur de Paris) pour y dresser leur tente sur la rue de la Banque. Après quelques jours



Photographies du squat de la rue de la Banque. À droite, Jean-Baptiste Eyraud.

de tergiversations les CRS (l'équivalent des anti-émeutes) ont démanteler leur camps.

Aussitôt, les familles reviennent et s'établissent à nouveau. Il ne s'agit pas seulement d'un moyen de pression, pour elles il s'agit de leur logement! Ces familles ont fait le choix de vivre dans la rue jusqu'à ce qu'elles puissent intégrer des logements décentes.

Un employé du Comité BAILS se trouvait justement en France au mois d'octobre, il a profité de son passage pour apporter un message de solidarité du comité BAILS et du FRAPRU. C'est avec beaucoup d'émotion que les familles ont accueillies ces mots de solidarité. On voit là l'importance des liens internationaux, la situa-

tion du logement se détériore partout. Les proprios et les gouvernements se concertent sur la scène internationale et partagent ensemble leurs idées, alors pourquoi ne pas en faire de même et partager nos expériences de lutte?

COMITÉ FEMMES

Lise Rozon

Je suis membre du Comité BAILS depuis de nombreuses années. Je m'adresse aux femmes du Comité BAILS pour savoir si il y en aurait intéressées à refaire un Comité de femmes pour parler des femmes dans le besoin, pour le logement, la pauvreté et les conditions des femmes d'aujourd'hui. J'aimerais connaître leur disponibilité (jour/soir) L'an passé, nous avons fait deux rencontres, il est très important que les femmes et enfants de toutes origines soient bien logés.

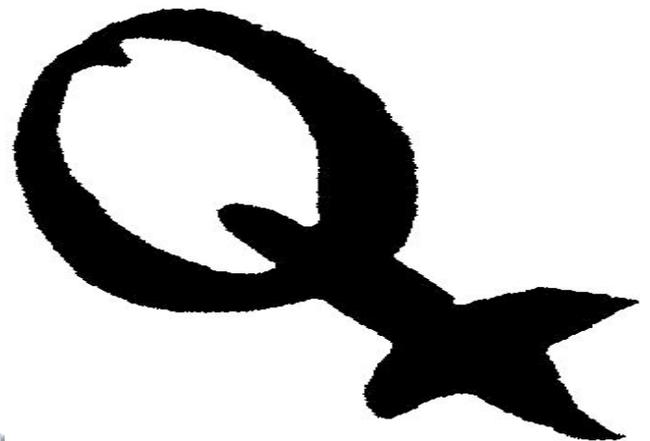
GRÈVES EN FRANCE...

Il n'y a pas que les locataires qui en ont après le gouvernement de Sarkozy, l'ensemble de la société française lui en veut. Depuis une semaine, c'est partout et en même temps que le conflit social éclate. Les travailleurs et les travailleuses réagissent aux attaques sarkoziennes contre le fond de retraite. Les étudiant-e-s font grève contre la loi Hortefeux, qui décentralise les universités et ouvre grand la porte au privé en éducation. Les immigrants et les immigrantes se mobilisent contre le test d'ADN rendu obligatoire pour voir les filiations familiales... Bref... tout le monde !

Mardi le 20 novembre fut une journée de fusion des différentes luttes. Les cheminots de la

SNCF, les employé-e-s des transports en commun de Paris (RATP équivalent de la STM), les fonctionnaires, les étudiant-e-s, des chômeur-euse-s et des immigrant-e-s sont descendu dans les rues pour signaler leur ras-le-bol de ces mesures anti-sociales du gouvernement.

Nous apportons notre solidarité avec les camarades français et françaises ! Espérons qu'ils et elles gagneront leur juste lutte.



GRÈVE ÉTUDIANTE... SOUS LE SIGNE DE LA RÉPRESSION...

L'ASSÉ (Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante) avait lancé un appel à la grève générale illimitée pour l'automne 2007 en réaction aux annonces de dégel des frais de sco-

larité faite par le Parti Libéral. L'ASSÉ revendique courageusement la gratuité scolaire à tous les niveaux, un droit pour l'ensemble de la société. Malheureusement, le mouvement n'a pas pris, les Assemblées générales se sont prononcées contre ce moyen de pression.



l'ASSÉ a tout fait pour casser le mouvement, notamment en envoyant son bras armé, la police. C'est donc par la répression contre les étudiants et les étudiantes que s'est ouvert la semaine d'action de l'ASSÉ. Répression honteuse et violente, triste spécialité du SPVM !

Un cours dans la rue !



Malgré cela, quelques associations étudiantes de l'UQAM ont décidé de braver leur administration et de décréter la grève illimitée face à la situation financière catastrophique de l'institution et pour rejeter le plan de redressement proposé par la direction. Un plan de redressement qui rejette injustement sur les étudiant-e-s les frais des mauvaises décisions de l'administration. Une autre attaque portée contre les plus démunis-e-s.

De plus, pendant la semaine du 12 au 16 novembre, l'ASSÉ avait appelé à une semaine d'action. C'est en répondant à cet appel que des dizaines d'associations ont fait grève limitée pendant toute la semaine.

Les administrations et le gouvernement ont

Le comité BAILS apporte son soutien à l'ASSÉ et aux milliers de grévistes.

Pour de plus amples informations
www.asse-solidarite.qc.ca
www.gratuitescolaire.info



Manifestation du 15 novembre à Montréal



LE SEMAINIER EST DÉMÉNAGÉ

Un demeuré exilé

- Hey cocher! Vous êtes libre? Demande un couple de touriste québécois, reconnaissable à leur petit accent des régions nouvellement défrichées.

- Oui, répond-t-il, vous connaissez le Vieux-Montréal, c'est joli. Je vais vous montrer le Vilain-Montréal. S'il y a des contraventions en cours de route, je m'en charge, on n'a pas toujours le droit de passage; n'ayez pas peur, vous n'avez pas de ceinture de sécurité à mettre, ils ne renversent jamais le cabriolet, vous pouvez vous couvrir le visage, mais vous allez manquer l'attraction incontournable : le mur, c'est beau de voir détruire ça.

- Vous faites de la vitesse dans les zones ethniques, s'exclamèrent-ils en échappant des cris étouffés et désespérés.

- Hue, hue, hue! fut la réponse d'Auguste Frippon, leur guide.

Leur bonhomme de chemin les amenèrent au 155, Sainte-Catherine. Il y avait une foule qui s'agitait.

- Regardez bien les gens, ils font Karotéka sur de la musique du Rapt de Sim. C'est pour les vivants en haut du resto, ils les encouragent à mieux se loger, à se faire déloger, à sortir de la rue et à suivre le trottoir jusqu'à la maison de Maître Social où vit son ami surnommé Argent Logis à sa façon de faire tourner les pièces de monnaie pour acheter des clefs qui ne servent peut-être qu'aux gouvernements? C'est pour ça que vous entendez la chorale du FRADDU qui chemine pour confondre cette semaine les sceptiques pour le DÛ de devoir et celui de recevoir son dû!

- Partons d'ici! dit Junior.

- Vous n'êtes pas enchantés, vous n'aimez pas être des sources d'inspiration de par le monde, il y a tant de militants qui vous attendent.

- Oui on le sait, notre condo dans le nord du Québec est à la frontière d'une réserve amérindienne et de la guitare d'un certain Desjardins.

Un pauvre silence s'installe.

- Sortons du circuit habituel et laissons mon cheval nous amener.

Ils montèrent la grande côte de Rosemont où jadis une légende fit basculer l'avenir. Un chemin de croix pour des granges à l'abandon.

- Ah non les tariokis! de s'écrier Ginette.

- Des sites sont sélectionnés pour que les plaintes soient entendues. Des meubles dans des chambres sans mur, sans toit. C'est la magie du mistral.

- Auguste, pour qui votez-vous?

- Je vois des trottoirs tous les jours, vides, craqués, sales, puants, tristes de par ses déhérités de toute sorte. Mon parti prit, c'est de décider et d'agir sans l'approbation, ni les règles d'une constitution au membership douteux. Ma bête ne demande qu'un abri et sa substance de vie, c'est ma candidate.

Ils prirent congé et décidèrent de voter à l'Avenir rhinocéros. Et peut-être qu'en Afrique il n'y a pas de sauvages investissements et donc pas de trottoir, mais les priorités de passage? Non, ils conclurent à 64 % que militer en silence avait l'avantage de ne pas être identifié à un groupe tandis que le 36 % leur permettrait d'impressionner leur ami en chantant : Pour le droit au logement, devant leur télé. Peut-être ouvrent-ils la porte au logement social? DRIN DRIN DRIN.

- Bonjour, Comité BAILS!

- Non merci, on déménage!

PARTY DE NOËL

DANS LA RUE CONTRE LA PAUVRETÉ

Benoît Lacoursière

Le 17 octobre dernier marquait la journée internationale contre la pauvreté. C'est le moment propice pour réfléchir sur les inégalités à l'échelle de la planète, et à agir chez-nous. À cette occasion, plusieurs activités ont eu lieu à Montréal.



Plusieurs membres du Comité BAILS ont participé aux différentes manifestations. Premièrement, le rassemblement devant le centre local d'emploi de Côte-des-Neiges, organisée par le Projet Genèse et qui visait à revendiquer une augmentation des prestations d'aide sociale. La deuxième manifestation à laquelle nous avons participé, cette fois-ci dans la Petite-Patrie, était organisée par la coordination du Québec de la marche mondiale des femmes et était tenue dans le cadre du lancement de la campagne d'action pour l'autonomie économique des femmes. Cette manifestation



partie du métro Jean-Talon, s'est terminée devant les locaux de l'Institut économique de Montréal, think tank réactionnaire à la solde de la bourgeoisie

canadienne, qui ne cesse de diffuser sa propagande contre les travailleurs, les travailleuses et les pauvres. Quelques personnes ont également participé à la manifestation tenue en soirée et qui débutait sur la place Émilie-Gamelin organisée par plusieurs groupes dont Amnistie internationale.

Le tant attendu party de Noël des membres du Comité BAILS aura lieu le lundi 10 décembre au 4560 Adam à compter de 17h00. TouTÈs les membres sont invitéEs à y participer. Des prix de présences seront offerts ainsi qu'un souper.

Vous êtes prié-e-s de réserver votre place au 514-522-1817 avant le 6 décembre, à 17h00. Mentionnez également si vous serez accompagné-e. Vous pouvez également apporter un plat si vous le souhaitez, contactez le Comité BAILS à cet effet.

**PROCHAIN
COMITÉ DE MOBILISATION : 30 janvier
2008**



**Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social
d'Hochelaga-Maisonneuve**

1455 rue Bennett, Montréal, Qc, H1V 2S5 tél: (514) 522-1817

fax: (514) 522-9863

courriel: bails@bellnet.ca